



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

S.A. MATIERES PLASTIQUES DE  
BOURGOGNE (MPB)  
ZA RN6  
71530 LA LOYERE

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 11-00135

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 98-0782-D2B du 27 février 1998 autorisant la société S.A MATIERES PLASTIQUES de BOURGOGNE (MPB) à exploiter une unité de traitement de matières plastiques usagées sur le territoire de la commune de LA LOYERE,

VU l'arrêté préfectoral n° D2B4-01-2067 en date du 14 juin 2001 modifiant l'arrêté préfectoral susvisé,

VU l'arrêté ministériel du 15/01/08 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées,

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 28 décembre 2010,

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés,

**SUR** proposition de Mme la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

**ARTICLE 1er :**

La société MPB dont le siège social est situé ZA RN6 – 71530 LA LOYERE, est mise en demeure de respecter, dans les délais précisés ci-dessous, les articles suivants :

- à compter de la notification du présent arrêté : les articles 31.2 et 34 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2001 et les articles 21.1.5 ; 28.2 ; 31 ; 32.1 de l'arrêté préfectoral du 27/02/1998 ;
- sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté : l'article 35 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2001 et les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 15/01/2008.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de La Loyère, M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL, 206 rue Lavoisier, 71000 Mâcon,

Mâcon, le **17 JAN. 2011**

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Hervé TOURMENTE